



Chers journalistes,

Je suis heureux de vous accueillir à cette conférence de presse des quatre organisations faïtières de l'économie suisse. Nous nous mobilisons ici ensemble et d'une seule voix. Nous nous engageons ici pour l'entrepreneuriat, qui est le moteur de toute économie.

En ces temps difficiles, que nous subissons tous plus ou moins fortement, il est essentiel que les associations économiques présentent un front commun et collaborent ensemble pour atteindre des objectifs communs. Nous sommes réunis aujourd'hui afin de démontrer pourquoi l'économie doit s'exprimer d'une même voix sur les votations du 25 septembre.

L'interaction des PME et des grands groupes ou grandes entreprises est un facteur de réussite décisif de l'économie suisse. Ce constat est le point de départ d'un programme commun de politique économique que l'Union suisse des arts et métiers a présenté en novembre dernier avec *economiesuisse* et l'Union patronale suisse. L'Union suisse des paysans partage sur le principe les différents points de ce programme.

La liberté économique et la sécurité sont les thèmes centraux de notre programme. Aucune entreprise ne peut investir ni grandir sans liberté économique, et l'absence de sécurité juridique rend impossible toute planification. Une politique d'entreprise, et donc aussi une politique favorable aux PME, que je représente et défends comme président de l'Union suisse des arts et métiers et comme entrepreneur, est donc aussi une «politique réglementaire». Il s'agit d'une répartition du travail à long terme entre l'État et le secteur privé. Certaines choses sont plus du ressort de l'État, tandis que d'autres peuvent se passer de l'État et donc être gérées par le secteur privé dans le cadre d'une initiative privée. En termes de politique réglementaire, la responsabilité propre de l'individu passe concrètement toujours avant une action de l'État.

Dans la politique suisse, ce concept de politique réglementaire est de plus en plus menacé par le programme politique de la gauche et des Verts. Conformément à leur programme, l'État et la régulation doivent prendre une place de plus en plus importante, et ce, aux dépens de la responsabilité propre. Pour lutter contre cette tendance, les quatre organisations faïtières de l'économie suisse ont décidé de collaborer étroitement au niveau politique. Nous sommes tous l'économie et ce message doit être entendu par la population, en particulier dans le contexte des élections de l'année prochaine.

Les votations imminentes seront cependant également déterminantes. Nous parlons ici de la sécurité de l'un de nos principaux réseaux sociaux, à savoir l'AVS. Il s'agit d'une véritable négligence de la part de la gauche et des Verts que de vouloir détruire le compromis difficilement obtenu au Parlement, et ce, juste en raison d'un calcul purement politique et d'un aveuglement idéologique obtus. La Suisse a besoin de cette réforme.

Le modèle de l'impôt anticipé permettrait de récupérer enfin du capital et des affaires, que perd la Suisse en raison d'une sur-régulation par l'État. Mais ici encore, la gauche et les Verts sont totalement opposés à la suppression de l'impôt, même si tous profiteraient au final de cette mesure.

Avec l'initiative sur l'élevage intensif, une autre intervention restrictive et inutile de l'État menace notre agriculture. Cette initiative ignore les immenses efforts déjà réalisés par l'agriculture pour le bien-être des animaux. La gauche et les Verts adorent diaboliser une agriculture et une économie axées sur l'exploitation et le non-respect de la nature.

Notre époque n'a jamais été autant marquée par l'incertitude. Des scénarios incertains, nos approvisionnements, une prospérité incertaine. En Suisse, un port qui semble toujours sûr à beaucoup, il est plus important que jamais de miser sur les cartes qui nous ont permis de traverser des temps incertains, aussi bien au cours de

l'histoire que dans un passé récent. Et ces cartes ne sont pas une politique d'intervention de l'État, mais de bonnes conditions-cadres dont profitera aussi l'État au final. À l'inverse de nombreux pays, nous nous sommes souvent attelés à temps à des réformes de politique réglementaire et avons laissé de côté les propositions radicales. Cette attitude nous a garanti la stabilité, même en des temps incertains. Nous devons maintenant aussi abattre ces cartes.

Pour une Suisse stable, des rentes sûres, une place financière forte, qui peut encore mieux cofinancer l'État et pour une agriculture toujours aussi sûre, axée sur le bien-être des animaux, nous vous invitons à voter trois fois «Oui» et une fois «Non» le 25 septembre.

Je vous remercie de votre attention et passe maintenant la parole au président d'économiesuisse, Christoph Mäder.